

SOLIDARITÉ



FOCUS

**Un salaire suffisant
pour vivre**



SUISSE

SOLIDAR

LUTTER POUR UN MONDE ÉQUITABLE



Felix Gnehm
Directeur de Solidar Suisse

**CHÈRE LECTRICE,
CHER LECTEUR**

Alors que j'épluchais la presse ce matin, un article consacré à Thomas Schinecker, nouveau PDG de Roche, a retenu mon attention. La journaliste s'émerveillait : qu'est-ce que Monsieur Schinecker est accessible, abordable et, surtout, humble ! Figurez-vous qu'il ne souhaite plus voyager seul à bord de son luxueux jet privé et se satisfait d'un salaire annuel de 9,6 millions de francs, tandis que son homologue chez Novartis empoche la coquette somme de 16,2 millions de francs. Un tel décalage par rapport à la vraie vie me donnerait presque envie de rire si je ne pensais pas à la réalité des personnes que soutiennent les projets de Solidar.

En Afrique du Sud, nos collègues engagé-e-s se font abattre pour avoir revendiqué une hausse de salaire de 50 francs par mois. Au Cambodge, les travailleuses et les travailleurs qui luttent pour des salaires mensuels au-dessus de 200 francs risquent la prison, tandis qu'un traitement tout sauf tendre attend les syndicalistes qui manifestent en Amérique du Sud. En plus d'être scandaleux, le fait que, partout dans le monde, des femmes et des hommes qui travaillent dur n'ont pas les moyens de subvenir à leurs besoins fondamentaux, au point parfois de devoir envoyer leurs enfants au travail plutôt qu'à l'école viole aussi leurs droits humains. Jour après jour.

Nous nous battons pour les droits de ces personnes et sommes fier·ère·s de les voir se battre courageusement à nos côtés à Dhaka, La Paz, Phnom Penh, Delhi, Maputo et Pristina. Loin de moi l'idée d'offenser Monsieur Schinecker, mais lui et sa société Roche semblent certainement prendre très au sérieux cette exigence de salaires décents pour leur direction. Le salaire annuel de Monsieur Schinecker pourrait assurer la subsistance d'une couturière du Bangladesh pendant – tenez-vous bien – 2000 ans.

Felix Gnehm

SOMMAIRE

04



Focus - Salaire décent

- 04 C'est un droit humain et pourtant, un salaire décent n'est pas une réalité pour de nombreuses personnes des pays du Sud.
- 08 Un salaire suffisant pour vivre est une perspective lointaine pour les travailleur·euse·s migrant·e·s sans statut légal dans les plantations d'huile de palme du Sabah, en Malaisie.
- 10 Travail des enfants et exploitation dans le secteur du cuir : il faut d'urgence instaurer un salaire vital au Bangladesh.
- 12 Bosnie : en Europe non plus, les salaires décents ne sont pas acquis.
- 13 L'échange entre Indira Gartenberg et Igshaan Schroeder montre que les conditions de travail se détériorent en Asie du Sud-Est et en Afrique du Sud, même dans le secteur formel.



15 Un œil sur

L'impact record de Solidar Suisse en 2023.



16 Le défi

Delmy Argota s'engage pour une exploitation durable de la forêt tropicale en Bolivie.

14 À chaud

17 Chronique

18 Sudoku & Revue de presse

19 Ensemble & Impressum

20 Contre les inégalités extrêmes

FOCUS - SALAIRE DÉCENT





Une travailleuse au contrôle qualité de l'usine textile Infong à Phnom Penh.

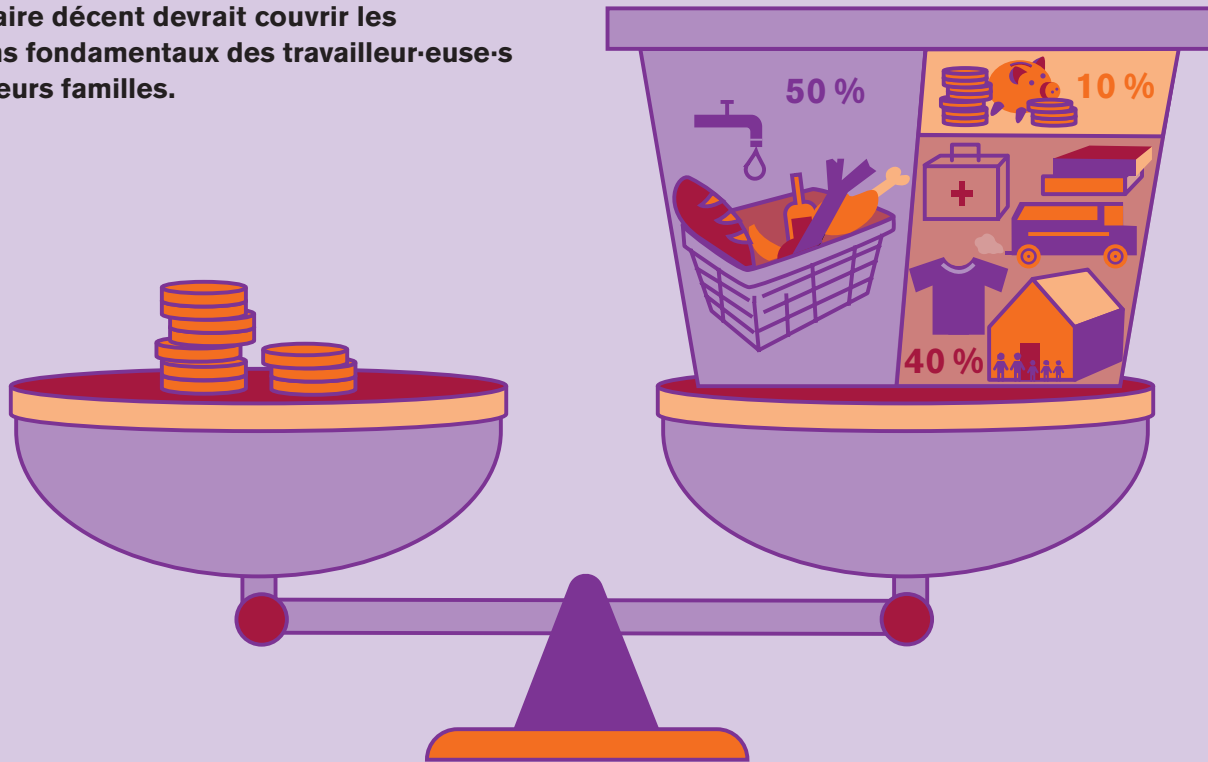
Un salaire décent est non seulement essentiel pour vivre dans la dignité, c'est aussi un droit humain. Ce n'est pourtant pas la réalité de nombreuses personnes des pays du Sud. Quels besoins doivent être satisfaits pour une existence digne ? Comment le salaire vital est-il calculé ? Que signifie-t-il pour les labels garantissant que nos produits sont fabriqués dans des conditions de travail dignes tout au long de la chaîne d'approvisionnement ?

UN SALAIRE SUFFISANT POUR VIVRE

Texte : Wiranta Ginting, coordinateur international adjoint d'Asia Floor Wage Alliance, photos : Saobora Narin, Fairpicture

Le mouvement ouvrier mondial parle de salaire décent depuis des décennies et l'idée, déjà avancée au moment de la fondation de l'Organisation internationale du travail (OIT) en 1919, constitue aujourd'hui un droit humain garanti. La Déclaration universelle des droits humains de 1948 l'énonce : « Quiconque travaille a droit à une rémunération équitable et satisfaisante lui assurant ainsi qu'à sa famille une existence conforme à la dignité humaine et complétée, s'il y a lieu, par d'autres moyens de protection sociale. » Dans un nouveau traité adopté le 13 mars 2024, l'OIT a consacré pour la première fois ce qu'il convient d'entendre par salaire décent ou vital, à savoir « le salaire nécessaire pour assurer un niveau de vie décent aux travailleur·euse·s et à leur famille, compte tenu de la situation du pays et calculé pour le travail effectué pendant les heures normales de travail ». Ce dernier critère est décisif : un salaire

Le salaire décent devrait couvrir les besoins fondamentaux des travailleur-euse-s et de leurs familles.



décent ne peut pas être corrélé à des heures supplémentaires excessives.

L'exploitation dans l'industrie textile

La situation dans l'industrie textile asiatique illustre bien la signification du salaire vital. L'organisation Asia Floor Wage Alliance (AFWA) se bat pour des salaires décents dans le secteur. Car la réalité de la chaîne mondiale d'approvisionnement est rude : si les coûts du travail augmentent, les marques internationales de prêt-à-porter menacent de délocaliser leur production dans d'autres pays. Résultat, les gouvernements font pression sur les salaires pour obtenir des avantages concurrentiels et maintenir ces marques chez eux, une dynamique qui engendre des salaires de pauvreté pour les employé-e-s.

Même les heures supplémentaires démesurées ne leur suffisent pas pour se nourrir et nourrir leur famille. Pendant ce temps, les multinationales engrangent des milliards.

Salaire décent et salaire minimal

On confond souvent salaire décent ou vital et salaire minimal. Le salaire minimal national, fixé par la loi, doit permettre aux travailleuses et travailleurs de satisfaire aux besoins physiques nécessaires au maintien de leur force de travail. Comme le montre le tableau 1, dans de nombreux pays, il ne s'élève qu'à une fraction du salaire décent. Les besoins fondamentaux qu'il doit couvrir incluent la nourriture, l'eau, le logement, l'éducation, le transport, la prise en charge d'enfants et les soins de santé, les économies pour les imprévus et les urgences, ainsi que les prestations de sécurité sociale ou les impôts, selon les différentes normes et conventions salariales applicables dans chaque pays.

Les marques doivent modifier leurs pratiques d'achats

Les syndicats de la région ont entre-temps reconnu qu'une approche collective était nécessaire pour garantir des salaires



Une travailleuse de l'usine textile Hung Wag dans son logement de Phnom Penh.

décents. C'est ainsi qu'est née AFWA en 2007. L'objectif de l'alliance est de renforcer les syndicats du secteur asiatique du textile par-delà les frontières cambodgiennes au moyen de campagnes et du concept Asia Floor Wage (concept AFW). Contrairement aux salaires minimaux nationaux, l'AFW est basé sur le calcul d'un salaire décent transfrontalier en tenant compte du pouvoir d'achat dans les différents pays afin de contrer la « concurrence à la baisse des salaires » entre eux.

AFWA appelle les marques internationales à ne plus comprimer les coûts du travail, mais à progressivement combler l'écart entre le salaire minimum et le salaire de subsistance. Pour permettre des salaires plus élevés, elles doivent adapter les prix de leurs fournisseur·euse·s. En effet, sans un changement des pratiques d'achat, toute amélioration des conditions de travail sera impossible. Le concept AFW a trouvé une reconnaissance internationale ces quinze dernières années et a été loué dans le récent rapport de l'OIT sur la politique salariale.

Le concept Asia Floor Wage

Le concept AFW sert de base au calcul de salaires corrects dans le secteur du prêt-à-porter en Asie et tient compte de la situation spécifique des femmes, qui représentent la majorité de la main-d'œuvre du textile. AFWA définit le salaire décent comme la rémunération d'une semaine de travail standard (maximum 48 heures) permettant à une couturière de satisfaire à ses besoins essentiels et à ceux de sa famille. Dans les pays pauvres, les principales dépenses touchent à l'alimentation, avec comme référence une consommation de 3000 calories par jour et par personne, tandis que le contenu concret du panier alimentaire varie d'un pays à l'autre. Le tableau 2 montre que dans la plupart des pays, les

salaires minimaux actuels ne suffisent plus que pour environ 2000 calories, si bien qu'il est tout bonnement impossible de répondre aux autres besoins essentiels de la famille, même lorsque plusieurs personnes contribuent aux revenus du ménage.

Le concept AFW tient également compte du travail ménager et de prise en charge, non rémunéré et majoritairement assuré par les femmes, raison pour laquelle il prévoit que le salaire d'une travailleuse doit par exemple suffire pour deux adultes et

« Quiconque travaille a droit à une rémunération équitable et satisfaisante. »

deux enfants ou pour trois adultes. Le montant du salaire décent est estimé sur cette base ainsi qu'en fonction d'enquêtes menées par les syndicats auprès des ouvrières et ouvriers du textile.

Mieux gérer les crises

La question du salaire décent est devenue encore plus pressante pour les ouvrier·ère·s du textile depuis la crise du COVID-19. Celle-ci a en effet encore dégradé la situation de la main-d'œuvre du secteur, poussée à s'endetter faute de pouvoir se payer les biens indispensables tels que la nourriture, le logement, l'éducation et les soins de santé. Un salaire vital aurait pu empêcher ce développement et joue un rôle décisif pour permettre aux travailleuses et travailleurs de mener une vie digne et d'affronter les futures crises.

Tableau 1 : comparaison salaires décents/salaires minimaux

Pays	Salaire décent AFW en 2022 (en CHF)	Salaire minimal actuel (en CHF)	Rapport entre salaire minimal et salaire décent
Bangladesh	434	102	23 %
Cambodge	635	185	29 %
Indonésie	461	288	62 %

Source : wageindicator.org

Tableau 2 : dépenses caloriques et seuils de pauvreté en calories

Pays	Données réelles par personne et par jour		Seuil de pauvreté en calories fixé par le gouvernement
	Calories	Dépenses (en CHF)	
Bangladesh	1950	0.98	2122
Cambodge	2521	2.71	2200
Indonésie	2148	1.62	2150

Source : enquête de consommation d'AFWA en 2022



SALAIRES DE PAUVRETÉ DANS L'INDUSTRIE DE L'HUILE DE PALME

Un salaire décent est une perspective lointaine pour les travailleur·euse·s migrant·e·s sans statut légal dans les plantations d'huile de palme du Sabah en Malaisie. Et l'industrie ne montre aucun empressement à changer les choses.

Texte : Christian Eckerlein, responsable des campagnes Travail décent, photo : Saobora Narin, Fairpicture

À peine sa longue journée de récolte terminée, Irfan Anwar* se prépare pour son service de gardien de nuit. Son rôle : tenir les éléphants à distance de la plantation d'huile de palme, sept heures durant, avant de reprendre la récolte le matin. Pour grappiller un peu de sommeil malgré tout, il a installé des capteurs de bruit. Si un éléphant passe à proximité, il est réveillé et peut le chasser. Irfan Anwar préférerait de loin passer la nuit auprès de sa famille, mais son temps de travail régulier de 45 heures par semaine ne lui rapporte que la moitié du salaire minimal.

Une situation de non-droit qui profite à l'industrie

Des centaines de milliers de travailleur·euse·s migrant·e·s sans statut légal sont dans la même situation qu'Irfan Anwar. Majoritairement originaires d'Indonésie et des Philippines, ces personnes se rendent dans

l'État du Sabah espérant y gagner correctement leur vie et forment l'épine dorsale de l'industrie locale d'huile de palme. Selon l'Organisation internationale pour les migrations, la population migrante représente quelque 80 % du demi-million de travailleur·euse·s des plantations de Malaisie.

Le pays est le deuxième producteur mondial d'huile de palme avec un volume total de 19 millions de tonnes, dont la majorité vient du Sabah. C'est délibérément que l'État et les entreprises productrices d'huile de palme ne délivrent pas de permis de travail officiel à de nombreux·euses travailleur·euse·s migrant·e·s : la loi ne permet en effet d'employer qu'une seule personne migrante par portion de huit hectares (soit environ onze terrains de football), un chiffre totalement irréaliste. La procédure d'obtention d'un permis de travail est en outre complexe et

L'ouvrière Phat Sam Ath déverse des noix de palme dans un fourgon qui acheminera la récolte au moulin.

coûteuse. C'est pourquoi de nombreuses firmes embauchent des personnes migrantes sans statut légal, qui se retrouvent exposées à de multiples discriminations : elles n'ont pas accès au système de santé, leurs enfants n'ont pas le droit de fréquenter

« Le label de durabilité a purement et simplement éliminé le salaire décent de ses critères. »

les écoles publiques et beaucoup sont envoyées dans des centres de rétention, dans de terribles conditions, lors des raids réguliers dans les plantations. Cette absence effective de droits ouvre aussi grand la porte à l'exploitation extrême, une situation qui s'observe en particulier au niveau des salaires.

Le salaire minimal ne suffit pas pour vivre

Le Sabah a beau avoir un salaire minimal légal d'environ 280 francs suisses, la main-d'œuvre gagne nettement moins dans certaines plantations, malgré des semaines de travail dépassant largement les 45 heures. La rémunération est aux pièces, ce qui veut dire qu'elle dépend de la quantité récoltée et du prix d'achat. Lorsque les travailleur-euse-s sont malades, ne peuvent pas assurer la récolte à cause de fortes précipitations ou doivent se cacher des services de l'immigration, leur paie leur passe sous le nez. Les salaires varient aussi grandement d'une plantation à l'autre et selon la fonction. Avec son temps plein dans la récolte, Irfan Anwar gagne l'équivalent de 6 francs par jour, soit 150 francs par mois pour un temps de travail régulier. À titre de comparaison, le salaire moyen au Sabah s'élève à presque 340 francs.

Pour survivre, les travailleur-euse-s doivent littéralement s'ôter le pain de la bouche, alors qu'il leur faudrait des calories en plus pour s'acquitter du pénible travail physique. L'argent ne suffisant pas jusqu'à la fin du mois, la plupart contractent des dettes dans les commerces de la plantation, où la nourriture coûte plus cher que dans les grandes localités les plus proches. Sans papiers en règle, ces personnes ne peuvent absolument pas courir le

risque de quitter les zones reculées des plantations pour faire leurs provisions.

Greenwashing plutôt que durabilité

Aucune étude fiable n'a encore été menée sur le montant du salaire décent dans le secteur de l'huile de palme. C'est surprenant, d'autant que le premier label mondial de durabilité pour l'huile de palme, Roundtable on Sustainable Palm Oil (RSPO), prévoit depuis plus de quinze ans le versement d'un salaire décent comme critère de certification, sans pour autant définir son montant pour les différentes régions productrices. Alors que RSPO a annoncé son intention de mener des études pilotes en 2018, rien n'a été publié à ce jour. Pire encore, toute mention de salaire décent a disparu du projet de nouvelles normes RSPO de 2023. Celles-ci n'exigent plus que le paiement du salaire minimal, pourtant généralement insuffisant pour vivre. Les études pilotes ont été renvoyées *sine die*.

Si la mise en œuvre des normes RSPO est souvent laborieuse, l'élimination du salaire décent



Theng Makara, 50 ans, cueille les fruits d'un palmier dans la plantation.

dans ses critères est une vraie déclaration de faillite. Le label, majoritairement contrôlé par les grands groupes du secteur de l'huile de palme, ne peut ou ne veut à l'évidence pas résoudre les problèmes de la chaîne d'approvisionnement. Ce que cela veut dire pour la Suisse, où pratiquement toute l'huile de palme est certifiée RSPO, c'est que le contrôle de la durabilité ne saurait être laissé à un seul label dominé par les multinationales. Pour qu'Irfan Anwar ne doive plus ajouter à son éprouvant travail de jour une garde de nuit pour s'en sortir.

* Le nom a été modifié.

DES TRAVAILLEUR·EUSE·S QUI ONT FAIM, DES ENFANTS QUI TRAVAILLENT

La situation dans le secteur du cuir et l'épidémie du travail des enfants montrent le besoin urgent d'un salaire décent au Bangladesh.

Texte : Muhammad Amanullah, coordinateur pays pour le Bangladesh, Kamrul Ahsan, gestionnaire de projets au Bangladesh, photos : Solidar Suisse et Taslima Akhter, Fairpicture



Ria Moni (deuxième à droite) fait sécher du poisson, même si elle préférerait aller à l'école.

Ria Moni a 8 ans et voit plus souvent le soleil que ses camarades de jeu. Ses rayons accablants l'accompagnent toute la journée tandis qu'elle fait sécher du poisson. L'éducation, en revanche, est un luxe rare, des instants volés dans son quotidien. Ria a les doigts agiles, rompus à une tâche qu'elle accomplit depuis qu'elle sait marcher. L'odeur âcre du poisson séché reste depuis agrippée à ses vêtements et à ses cheveux. Cette situation, beaucoup d'enfants au Bangladesh la connaissent. Le travail des enfants y reste très répandu : selon le National Child Labour Survey de 2022, sur presque 40 millions d'enfants entre 5 et 17 ans, plus de 1,7 million travaillent, dont 1 million dans les secteurs les plus pénibles pour leur âge, comme celui du poisson séché ou la métallurgie.

L'exemple de l'industrie du cuir illustre bien les raisons de cette situation : la plupart des travailleuses et travailleurs ne gagnent même pas

le salaire minimal légal introduit en 2018, équivalant à 108 francs. Une somme à peine suffisante pour survivre et encore moins pour mener une vie digne.

Un salaire minimal plus de deux fois inférieur au salaire décent

Les estimations du montant d'un salaire décent pour les ouvrier·ère·s tanneur·euse·s divergent : le Bangladesh Institute of Labour Studies l'évalue à environ 267 francs pour Dhaka, la capitale, Asia Floor Wage Alliance à 400 francs et Global Living Wage Coalition à 200 francs.

Pour chacune de ces estimations, le salaire décent est donc deux à quatre fois plus élevé que le salaire minimal. Nombre de travailleuses et travailleurs ne peuvent pas se permettre d'acheter des médicaments et reportent leurs soins, sans faire traiter leurs maladies. « Nous avons à peine de quoi nous nourrir, dormons dans des pièces insalubres et surpeuplées,

souffrons de maladies et de malnutrition. Nous luttons pour survivre », explique Ratan Begum, tanneur, en parlant de sa famille. Beaucoup dépendent donc de rentrées d'argent supplémentaires pour s'en sortir, ce qui explique que tant d'enfants comme Ria Moni doivent contribuer aux revenus familiaux.

L'usine au lieu de l'école

Outre les bas salaires, ce sont aussi les structures sociales discriminatoires qui poussent les familles pauvres à envoyer leurs enfants au travail plutôt qu'à l'école. « Nous n'avons souvent pas assez à manger », indique Ria Moni. « J'aimerais bien aller à l'école, mais je n'ai pas le temps. »

En décembre 2023, une étude de Solidar Suisse a révélé qu'à Cox's Bazar et à Chittagong, environ 80 % des parents d'enfants qui travaillent avaient dû s'exiler à cause des conséquences du changement climatique. Près de la moitié des enfants ne terminent pas l'école primaire et souvent, seule une partie du salaire convenu leur est versé, quand



Les tanneur-euse-s du Bangladesh ne gagnent même pas la moitié du salaire décent.

« J'aimerais bien aller à l'école, mais je n'ai pas le temps. »

il l'est tout court. Les enfants représentent 14 % de la main-d'œuvre dans le secteur du poisson séché, travaillent en moyenne 60 heures par semaine et gagnent 16 francs par mois.

Les bas salaires menacent la qualité

Revenons au secteur du cuir, où le salaire minimal en vigueur depuis 2018 n'a jamais été introduit. Le gouvernement vient désormais de nommer une commission salariale de cinq membres, chargée de fixer un nouveau salaire minimal. « Le problème, c'est que le personnel n'y est pas représenté », déplore Abul Kalam Azad, président du syndicat des tanneur-euse-s Tannery Workers Union (TWU). Il demande qu'un-e membre du syndicat puisse y siéger. Il faut par ailleurs respecter les normes sociales et environnementales et garantir la prévoyance maternité et la sécurité au travail.

Le cuir est le deuxième bien d'exportation du Bangladesh, d'où émane 3 % de la production mondiale. Le gouvernement souhaite à présent accroître les recettes tirées de ses exportations. Or, les mauvaises conditions de travail nuisent à la qualité : « C'est aussi pour cette raison que les propriétaires

d'usine et les ouvrières et ouvriers doivent s'allier dans un même objectif », affirme Abdul Malek, secrétaire général de TWU.

Le syndicat souhaite faire passer le salaire minimal à 200 francs, un montant par ailleurs toujours trop bas : « Nous avons besoin d'un salaire de 240 à 280 francs au moins pour couvrir la hausse des coûts de la vie », explique Nasima Akhter, ouvrière tanneuse. « Un salaire décent est une condition indispensable à une vie digne, à la justice sociale et à la stabilité économique. »

L'éducation, pas le travail des enfants

Pour contribuer à éradiquer le travail des enfants et améliorer la situation des enfants concerné-e-s, Solidar Suisse offre des centres scolaires aux moins de 14 ans et aide leurs familles à assurer leurs moyens de subsistance par d'autres voies. À partir de 14 ans, nous donnons aux jeunes accès à la formation professionnelle et nous sensibilisons au problème. Parce que nous ne voulons plus que des enfants comme Ria Moni se voient voler leur éducation.



Votre don est crucial

Avec 50 francs, vous financez l'uniforme scolaire et le matériel de cours d'un semestre pour cinq enfants. 75 francs servent à acheter une boîte à outils et une machine à coudre pour promouvoir les compétences pratiques des élèves. 100 francs couvrent trois repas scolaires de 30 enfants.

MADE IN EUROPE, MAIS ENCORE ...

La Bosnie en est la preuve : en Europe non plus, les salaires décents ne sont pas acquis.

Texte : Emir Fazlovic, responsable de projet en Bosnie-et-Herzégovine, photo : Solidar Suisse

En Bosnie-et-Herzégovine, le salaire minimal s'élève à 315 euros. Quiconque s'est déjà rendu·e à Sarajevo sait qu'ici aussi, cette somme est très insuffisante pour vivre. Le prix du panier type d'une famille de quatre calculé par les syndicats est de 1480 euros, soit presque cinq fois plus. Pourtant, nombre de Bosniaques ne reçoivent pas un centime de plus pour un mois de dur labeur. Tel est le cas dans l'industrie textile et de la chaussure, un secteur clé de la Yougoslavie socialiste pendant la seconde moitié du vingtième siècle. Aujourd'hui encore, 20 000 travailleuses et travailleurs de Bosnie-et-Herzégovine fabriquent des chaussures et des vêtements, essentiellement pour le marché européen. L'âge d'or est toutefois révolu et la pression sur les coûts de production immense face à la concurrence mondiale, au point que même les travailleur·euse·s qualifié·e·s ne perçoivent que le salaire minimal.

Une méconnaissance de leurs droits

Les syndicats sont faibles et nombre d'ouvrières et ouvriers du textile connaissent à peine leurs droits et n'ont pas les moyens de se défendre face à l'exploitation. « Nous nous laissons beaucoup trop faire », affirme Zekira Nadžak, qui travaille depuis dix ans dans l'usine de chaussures Alpina à Sarajevo. C'est pour changer la donne que Solidar Suisse a lancé la

Labor Rights Academy fin 2023. Les notions élémentaires des droits liés au travail ont d'abord été inculquées à 100 travailleuses et travailleurs. Dans un second temps, 15 personnes particulièrement motivées, travaillant dans 15 usines, sont formées et encadrées pour pouvoir s'opposer à l'exploitation sur leur lieu de travail. La Labor Rights Academy est organisée en étroite coopération avec le syndicat du secteur et vise à cimenter ses structures à long terme. L'implication du Olof Palme International Center, de la Friedrich-Ebert-Stiftung, du syndicat suédois Unionen et de la fédération syndicale mondiale IndustriAll Global Union garantit par ailleurs au projet une vaste assise et expertise.

Amener des changements ensemble

Zekira Nadžak participe elle aussi à l'académie. Sa longue expérience professionnelle lui vaut le respect de ses collègues comme de ses employeur·euse·s. D'emblée, elle a transmis ses nouvelles connaissances dans l'usine avec un tel engagement et une telle conviction qu'elle a été élue première femme directrice du syndicat. Grâce à son contact habile avec les médias, elle s'est rapidement fait un nom sur la scène syndicale bosniaque. Zekira Nadžak trouve préoccupant que seuls 30 % des ouvrières et ouvriers du textile soient affilié·e·s à un syndicat.

« Nous devons faire front ensemble pour améliorer les conditions dans nos usines », estime-t-elle. « Le projet m'a ouvert les yeux. La tolérance, c'est terminé ! La pénurie actuelle de personnel spécialisé est l'occasion de changer les règles du jeu. » Et cette chance, Zekira Nadžak entend bien s'en saisir envers et contre tout : « Même si les entreprises se sont dernièrement montrées plus ouvertes à la cause des travailleuses et des travailleurs, la perspective d'un salaire décent reste très lointaine. Mais je suis bien déterminée à changer les choses ! »

Zekira Nadžak dans l'usine de chaussures Alpina, où elle s'engage aussi pour de meilleures conditions.





PERSONNE N'EST EN SÉCURITÉ

Indira Gartenberg, responsable du programme pour un travail décent en Asie de Solidar, et Igshaan Schroeder, de l'organisation sud-africaine Casual Workers Advice Office, ont récemment échangé sur la question du salaire décent.

Interview : Katja Schurter, rédactrice de Solidarité

Quels sont les pires problèmes sur un marché de plus en plus dominé par le travail informel ?

I. Schroeder : Le manque de sécurité sociale, les mauvaises conditions de travail, l'absence de formes traditionnelles d'organisation. Un jour il n'y a pas de travail, un jour il y en a trop. La sécurité diminue aussi pour le personnel fixe, qui n'a souvent plus la garantie d'une semaine complète. Seules les heures effectuées sont payées.

I. Gartenberg : En Asie du Sud-Est, 85 à 90 % du travail relève du secteur informel, même dans les usines, les bureaux et l'économie des plateformes. Plus de personnes sont sans protection et dépendent de la solidarité mutuelle. Elles s'organisent même quand les lois entravent la formation de syndicats. Je trouve ça encourageant.

I. Schroeder : Les personnes travaillant dans le secteur informel gagnent en confiance. Elles

s'organisent pour le logement et les structures communautaires et rejettent les formes traditionnelles d'organisation face à des dirigeant-e-s corrompu-e-s qui se sont éloigné-e-s de la base. Je ne veux pas romantiser les choses, il est difficile d'organiser les travailleur-euse-s du secteur.

Comment les soutenez-vous ?

I. Schroeder : De plus en plus de personnes ne savent pas où elles travailleront le jour suivant et n'ont pas de quoi payer le transport pour se rendre au tribunal lors de conflit lié au travail. Nous leur donnons des informations sur la législation du travail et leurs droits et les aidons à les diffuser sur les réseaux sociaux.

Existe-t-il des différences entre les femmes et les hommes ?

I. Gartenberg : Les femmes sont surreprésentées aux postes mal

rémunérés et il leur est plus difficile de changer de travail. En même temps, le coût de la vie est plus élevé pour elles. L'eau est plus chère pour le personnel de maison en Inde que pour la classe moyenne parce que la gestion de l'approvisionnement dans les quartiers pauvres est digne d'une mafia. Ces femmes ont besoin d'un salaire décent avec lequel elles peuvent faire plus que simplement survivre.

Un salaire décent est-il possible dans le secteur informel ?

I. Gartenberg : Personne ne le perçoit dans le secteur. Le salaire suffit tout au plus pour se nourrir, se loger et s'habiller. Mais les gens ont aussi besoin de sécurité, de soins de santé et de repos. Nos pays étaient des colonies jusqu'à il y a peu de temps encore, et notre modèle économique reste extractiviste. Dans l'huile de palme ou le textile, les seul-e-s qui en profitent aujourd'hui sont les pays du Nord et l'élite des pays du Sud.

I. Schroeder : Les pauvres aussi ont droit à une vie sociale et culturelle.

Qu'est-ce qui vous a inspiré-e-s durant votre échange ?

I. Gartenberg : Nos organisations partenaires aiment tester de nouvelles choses et travaillent avec différents mouvements. C'est important en Asie, où la marge de manœuvre de la société civile s'amenuise de plus en plus dans de nombreux pays et où les syndicats se rangent souvent du côté du gouvernement. Parfois, c'est seulement lors de ces rencontres que les travailleur-euse-s s'aperçoivent que la situation est similaire dans le pays voisin. Des plateformes leur permettent de donner suite à leur échange et de garder les canaux ouverts, même quand les lois sont durcies. C'est un soutien important que nous pouvons leur offrir.



Photo : SARD

UN AN APRÈS LE SÉISME

Près de 30 millions de personnes ont perdu leurs moyens de subsistance lors du séisme du siècle qui a frappé la Turquie et la Syrie en février 2023. Solidar Suisse et ses partenaires ont assuré une aide d'urgence immédiate, surtout ciblée sur les personnes défavorisées. Mais beaucoup n'ont toujours pas retrouvé une vie normale. C'est la raison pour laquelle, aux côtés de notre organisation partenaire SARD, nous mettons au point un nouveau projet à Adiyeman, une province reculée du sud-ouest de la Turquie où l'aide peine à arriver. La population reçoit par exemple du bétail pour restaurer ses moyens de subsistance. Cette aide bénéficie surtout aux ménages déjà défavorisés avant le séisme. **Regardez cette courte vidéo pour découvrir comment la population s'en sort aujourd'hui (code QR à gauche).**

PRENEZ PART À NOTRE MOUVEMENT POUR LA SOLIDARITÉ

L'assemblée générale annuelle de Solidar Suisse aura lieu le jeudi 23 mai 2024. Venez y participer pour découvrir ce que notre soutien a apporté aux survivant·e·s du séisme en Turquie et en Syrie. Notre assemblée générale n'est pas seulement l'occasion de parler de nos succès et des défis actuels, elle vous offre aussi la chance de participer activement à Solidar Suisse. Ce n'est qu'avec l'aide de personnes engagées que nous pouvons agir contre les inégalités extrêmes et en faveur des personnes les plus touchées, partout dans le monde. Nous avons hâte de vous y accueillir !
23 mai, 18 h, Volkshaus de Zurich



Image : Spinas Civil Voices



Photo : Solidar Suisse

LES ENQUÊTES SOLIDAR RÉVÈLENT UNE FORTE ADHÉSION

Les enquêtes menées ces derniers mois auprès des donateur·trice·s de Solidar et des lecteur·trice·s de notre magazine montrent que nos sympathisant·e·s approuvent les axes prioritaires de notre travail. La lutte contre les inégalités est presque unanimement jugée importante. Les répondant·e·s apprécient notre engagement contre les injustices de toute sorte et se réjouissent de pouvoir les combattre à nos côtés. 77 % des lecteur·trice·s se retrouvent dans le visuel et le contenu du magazine Solidarité et près de 70 % apprécient nos numéros spéciaux, le plus populaire ayant été le numéro consacré aux chaînes de valeurs mondiales, qui traitait de l'importance d'une consommation durable pour les conditions de travail dans les pays du Sud.

SÉISME, GUERRES ET CRISES : UNE DIFFICILE ANNÉE 2023

Après un début d'année douloureux, Solidar a beaucoup accompli en 2023, comme le montre notre rapport annuel fraîchement sorti de presse. Plus de 25 millions de francs ont été investis dans nos projets.

Texte : Benjamin Gross, responsable Marketing et communication

Les récits de membres du personnel et partenaires comme Fares Alsaleh, Mais Abdelraheem ou Talha Paksoy qui émaillent notre rapport annuel montrent très concrètement où Solidar Suisse est intervenue et ce qu'elle a accompli en 2023. Ses 20 pages offrent un passionnant aperçu des fruits du travail acharné de nos 180 collaboratrices et collaborateurs dans le monde.

Des crises nouvelles et oubliées

Le terrible séisme qui a dévasté la Turquie et la Syrie a frappé une population déjà éprouvée par les combats et l'oppression politique. En même temps, la guerre en Ukraine s'est poursuivie sans perdre de sa férocité toute l'année, et nous avons maintenu notre soutien aux personnes déplacées en conséquence.

Notre rapport annuel se penche toutefois aussi sur les tragédies humaines qui se déroulent loin de l'attention médiatique. L'exemple du Mozambique, où nous avons obtenu des changements durables grâce à l'implication active de la population, montre l'incidence de nos projets à long terme. Avec le soutien de 131 initiatives de la société civile, nous avons renforcé la communauté démocratique et l'autonomie partout dans le monde. Les mesures de prévention permettent en outre de mieux protéger les populations contre les conséquences de futures catastrophes, par exemple au Bangladesh.

Uniquement grâce à vous

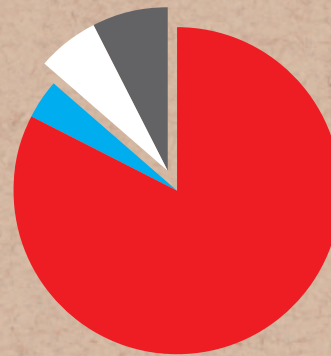
Sans la solidarité et la générosité époustouflantes de nos membres, de nos donateur·trice·s et de nos bailleur·euse·s de fonds institutionnel·le·s, il nous aurait été impossible d'investir plus de 25 millions de francs dans des projets et initiatives qui sauvent des vies et produisent des effets à long terme. Nous vous en remercions de tout cœur !



Vous pouvez consulter le rapport annuel complet à l'adresse : solidar.ch/fr/rapportannuel/

Utilisation des moyens financiers

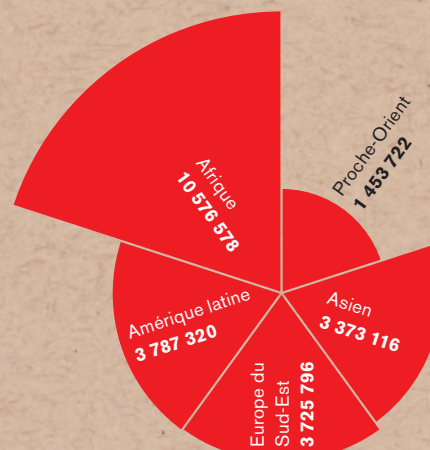
En 2023, Solidar Suisse a investi 86,6 % de ses fonds dans des programmes internationaux relevant de l'aide humanitaire, de la coopération au développement et des campagnes.



- Programme international* 82,6 %
- Campagnes 4,0 %
- Frais administratifs 5,9 %
- Fundraising 7,5 %

* Coopération internationale et aide humanitaire, y compris accompagnement des programmes.

Dépenses par continent (en CHF)





LA FORÊT EST NOTRE RICHESSE

Delmy Argota s'engage en faveur de l'exploitation durable et de la sauvegarde de la forêt tropicale dans le cadre d'un projet de Solidar en Bolivie.

Texte et image : Guimer Zambrano, responsable communication en Bolivie

« Un jour, ce sera moi à leur place », se disait Delmy Argota quand, petite fille, elle voyait les membres de l'organisation d'aide au développement dans son hameau. Vingt ans plus tard, elle contribue à sauvegarder l'une des principales réserves forestières de Bolivie en tant que responsable de la communication du projet « Bionegocios Guarayos » de Solidar.

Shampooing et cacao sauvage

Le projet renforce la production durable d'huile, de cacao, de shampooing, d'artisanat en feuilles de palmier et de sculptures de bois des communautés autochtones de la réserve forestière de Guarayos, une région dont la superficie équivaut à plus d'un tiers de la Suisse. Grâce à l'exploitation durable des ressources, elles contribuent à la préservation de la forêt. Delmy Argota sensibilise à cette problématique à la radio, à la télévision et sur les réseaux sociaux avec des slogans tels que « La forêt est notre richesse » : « Je souhaite faire comprendre l'importance de la forêt pour la vie des gens. Avant, on chassait et on pêchait ici. Nous essayons de redonner vie à ces pratiques », explique la jeune femme de 30 ans. Delmy Argota a quitté Tigüipa, son village natal situé dans la région de Chaco, à 1100 km de la capitale

La Paz, dès la fin de l'école primaire. Elle a fréquenté le gymnase dans la ville la plus proche et est devenue première de classe, une condition pour obtenir une bourse pour l'université. Elle est alors partie étudier à Santa Cruz, la plus grande ville du pays. La jeune femme ne s'est pas laissée éblouir par la ville aux 2 millions d'habitants : « Quand mes camarades de classe allaient chercher un hamburger, je pensais avec envie au quesillo et aux œufs brouillés au maïs de ma mère », raconte-t-elle. « J'ai même dû apprendre à me servir des transports en commun. »

Retour au village

Delmy Argota a choisi d'étudier la communication sociale en raison de son contact facile avec les gens. Pour gagner sa vie, elle travaillait le week-end dans un supermarché, faisait les devoirs d'autres étudiant·e·s et donnait parfois un coup de main pour des productions audiovisuelles. L'une des conditions d'admission à son université privée était qu'elle retourne dans sa région natale pour y mettre en pratique ce qu'elle avait appris. Ce qu'elle a fait : amatrice de football, Delmy Argota a travaillé durant huit mois en tant que coordinatrice d'activités de jeunes dans un village. Après plusieurs contrats à

Delmy Argota est convaincue qu'il faut un mode de consommation plus responsable pour prévenir l'exploitation des êtres humains et de la nature dans la forêt tropicale.

durée déterminée auprès d'organisations d'aide au développement, elle a déposé sa candidature pour un poste de promotion de la cause environnementale chez Solidar Suisse en 2021. Elle était la plus jeune candidate, mais ses compétences, son charisme et sa volonté de s'engager pour les autres ont tranché. « Il faut un mode de consommation plus responsable pour prévenir l'exploitation, depuis les denrées ali-

« Je souhaite faire comprendre l'importance de la forêt pour la vie des gens. »

mentaires produites durablement jusqu'au bois certifié », estime-t-elle. Elle vit avec ses trois plus jeunes frères et sœurs et essaie d'assurer la traçabilité des chaînes de production. Les personnes en ville doivent savoir qu'en achetant auprès des communautés autochtones, elles aident à préserver la forêt.

Les jeunes s'engagent

Le projet offre aussi des espaces permettant aux participant·e·s d'aiguiser leurs compétences artistiques et de créer des spectacles sur les questions liées à l'exploitation durable de la forêt. Delmy Argota a organisé une caravane artistique mêlant fresques murales et pièces de théâtre. Elle trouve encourageant de voir tant de jeunes y participer avec implication et créativité. Elle souhaite se spécialiser davantage dans la protection de l'environnement, notamment dans le cadre d'études de troisième cycle. Car le projet « Bionegocios Guarayos » lui en a donné la conviction : la meilleure façon de sauvegarder les zones forestières, c'est d'aider les personnes sur place à exploiter durablement les ressources et leur ouvrir des voies de commercialisation. « Mon rêve, c'est que ces entreprises se fassent connaître et aient du succès en Bolivie et au-delà. La qualité de vie des familles locales pourra alors s'améliorer. Et il s'agit du meilleur moyen de garantir qu'elles préserveront la forêt », dit-elle en souriant.

Quand Delmy Argota rend visite aux communautés autochtones de Guarayos, elle se rappelle la petite fille qui, dans son village de Tigüipa, admirait le personnel de l'aide au développement et espère que son travail à elle inspirera d'autres enfants.

Carlo Sommaruga
Président de Solidar



Des salaires de subsistance en Suisse aussi

Selon l'article 23 de la Convention des droits humains de l'ONU, tous les êtres humains ont droit à un revenu suffisant pour vivre. Un droit qui n'est pas respecté pour les nombreux·euses travailleur·euse·s pauvres dans les pays où Solidar Suisse intervient. Leur salaire ne suffit de loin pas à assurer un niveau de vie décent, c'est-à-dire suffisamment de nourriture, d'eau, un logement, des formations, des soins de santé, de transports et de vêtements.

En collaboration avec les syndicats, les mouvements pour l'égalité et les droits des femmes ainsi que d'autres organisations partenaires de la société civile, Solidar se bat pour des salaires décents qui permettent de vivre dans la dignité. Ici aussi, en Suisse, nous comptons plus d'un siècle de lutte pour des salaires justes. Les opposant·e·s au salaire minimum se composent d'économistes néoclassiques, d'employeur·euse·s et de parlementaires de droite qui s'érigent même contre les votes populaires.

Ces derniers ont combattu les salaires de subsistance en avançant les arguments suivants : les salaires minimaux menacent les emplois, sapent le partenariat social et réduisent les incitations à l'apprentissage. Alors qu'un salaire minimum national a échoué dans les urnes il y a plus de dix ans, cinq cantons et deux grandes villes, dont Genève, mon canton d'origine, ont déjà introduit un tel salaire à la suite d'une initiative populaire. Jusqu'à présent, aucun effet négatif n'a été constaté. À l'inverse, les salaires minimaux entraînent une augmentation des salaires des personnes à bas revenus, sans la perte d'emplois. Cela montre que Solidar a raison de revendiquer des salaires équitables comme moyen de lutter contre la pauvreté et les inégalités.

				8		6	5	
6	3				7			8
	1					4		
		9	2	6			8	
		4	5		8	9		
	5			3	1	7		
		3					4	
4			6				7	5
	8	6		4				

LE SUDOKU DE SOLIDAR

Complétez les cases vides avec les chiffres de 1 à 8. Chaque chiffre ne peut figurer qu'une seule fois sur chaque ligne, dans chaque colonne et dans chacun des carrés de 3x3 cases.

La solution se trouve dans les cases grises lues horizontalement, selon la clé suivante:

1=L, 2=T, 3=A, 4=I, 5=R, 6=E, 7=S, 8=V

Envoyez la solution à Solidar Suisse sur une carte postale ou par courrier à contact@solidar.ch, objet « sudoku »

- 1^{er} prix** Une petite casserole turque pour le café
- 2^e prix** Un porte-monnaie du Women Crisis Center au Cambodge
- 3^e prix** Un marque-page en argent de Bolivie

La date limite d'envoi est le 15 juin 2024. Le nom des gagnant-e-s sera publié dans le Solidarité 3/2024. Aucune correspondance ne sera échangée concernant ce concours. Tout recours juridique est exclu. Les collaborateur-trice-s de Solidar Suisse ne peuvent pas participer au concours.

La solution du concours paru dans le Solidarité 2/2024 était « Démocratie ». Luc Recordon de Lausanne a gagné une pochette du Women Crisis Center au Cambodge, Vera Bay d'Allschwil un sac en toile du Burkina Faso et Eugen Schmid d'Ulisbachun un marque-page en argent de Bolivie.

Solution :

REVUE DE PRESSE



Genève internationale - Felix Gnehm, directeur de Solidar Suisse

Radio cité Genève, 13.2.2024

En février 2023, deux séismes dévastateurs ont frappé la Turquie et la Syrie, causant plus de 50 000 décès. Un an après, la situation reste critique avec des régions dépeuplées, des quartiers en ruine et des besoins immenses exacerbés par les conditions hivernales. Solidar Suisse a réagi en fournissant une aide d'urgence et continue de soutenir la population traumatisée. La catastrophe, considérée comme la pire en un siècle dans la région, a affecté 20 millions de personnes en Turquie et 9 millions en Syrie. Des millions de personnes vivent toujours dans des conditions précaires.

Le directeur de Solidar à Zurich, Félix Gnehm, échange à ce sujet par téléphone avec Épiphan Amanfo. Il souligne l'importance d'un soutien continu face aux conséquences physiques et psychologiques des séismes.



Projet RESICOM : les résultats à mi-parcours jugés satisfaisants

lefaso.net, 2.2.2024

Le consortium Solidar Suisse et SOS Sahel international Burkina Faso ont présenté à l'ambassade royale du Danemark et à d'autres partenaires, les résultats à mi-parcours du projet « Renforcement de la résilience communautaire des ménages agrosylvopastoraux des régions du Nord, de la Boucle du Mouhoun et du Centre-nord du Burkina Faso » (RESICOM). Le projet s'articule autour du nexus relativement précoce des personnes vulnérables, renforcement des moyens d'existence des communautés vulnérables et promotion de la cohésion sociale.

Une rencontre a été organisée dans les locaux de Solidar Suisse à Ouagadougou réunissant aussi bien l'ambassadeur du Danemark et ses collaborateurs, des partenaires, des bénéficiaires et l'équipe du projet. L'ambassadeur, Kristian Kirkegaard Edinger, a félicité l'ensemble des acteurs du projet, ainsi que les bénéficiaires pour les résultats déjà atteints.



Solidar Suisse exige une hausse des impôts pour les riches

Le Nouvelliste, 16.1.2024

À l'aube de l'ouverture du Forum économique mondial (WEF), l'ONG Solidar Suisse exige une imposition des grandes fortunes. Elle demande aux gouvernements d'agir pour réduire rapidement les inégalités croissantes entre les « super-riches » et le reste de la société. Dans un communiqué diffusé hier, Solidar Suisse propose une taxe de 2% pour les fortunes de plus de 5 millions de dollars, de 3% pour les fortunes de plus de 50 millions de dollars et de 5% pour les fortunes dépassant 1 milliard de dollars. En Suisse, cette taxation générerait 41,7 milliards de dollars par an.

Oxfam et Solidar Suisse exhortent les gouvernements à agir : elles les appellent à « briser les monopoles des entreprises, mettre en place des règles pour les multinationales, endiguer les abus en introduisant un devoir de diligence en matière de droits humains et augmenter les impôts sur les très grandes fortunes. »

S'ENGAGER

Luttez avec nous pour un monde équitable. Vous avez à cet effet de nombreuses possibilités, à petite ou à grande échelle. Voici quelques exemples concrets.

Quiz sur le salaire décent

Quel est l'écart entre salaire minimal et salaire décent dans les pays asiatiques et dans les pays européens ? Quel pourcentage des entreprises de prêt-à-porter paient un salaire décent ? À combien s'élève un salaire décent en Suisse ? Testez vos connaissances sur le salaire décent grâce à notre quiz.



VERS LE QUIZ
solidar.ch/fr/quiz

Donnez une heure de votre salaire

Solidar Suisse se bat aux côtés des travailleur·euse·s en Asie du Sud-Est contre l'exploitation et les inégalités sociales extrêmes. Votre soutien nous permet de dénoncer ces situations insoutenables tout en œuvrant pour la protection, les droits et la dignité de ces femmes et de ces hommes. Faisons front ensemble maintenant contre les inégalités extrêmes !



DONS

solidar.ch/fr/agir/don-dune-heure-de-salaire

Ne manquez aucune information grâce aux réseaux sociaux

Vous souhaitez aller plus loin que notre magazine et être tenu·e informé·e du travail de Solidar Suisse ? Découvrez ce que nous faisons jour après jour en nous suivant sur les réseaux sociaux. Nos comptes Facebook, Instagram, LinkedIn et YouTube vous donnent accès à des informations exclusives, à nos événements ainsi qu'à des photos et vidéos de nos projets. Vous êtes ainsi au cœur de l'action de Solidar et pouvez interagir directement avec nous.



S'INFORMER
solidar.ch/fr/some

ENSEMBLE

IMPRESSUM

Éditeur Solidar Suisse, Quellenstrasse 31, 8005 Zurich, tél. 021 601 21 61, e-mail : contact@solidar.ch, www.solidar.ch
IBAN : CH49 0900 0000 1001 4739 9
Membre du réseau européen Solidar
Rédaction Katja Schurter (rédactrice responsable), Christian von Allmen, Benjamin Gross, Sylvie Kipfer, Cyrill Rogger

Layout artischock.net
Traduction Katja Schurter, alingui
Correction Jeannine Horni, Catherine Vallat
Impression et expédition Mattenbach AG, Technoramstrasse 19, 8404 Winterthur
Paraît quatre fois par an. Tirage : 37 000 ex.
Le prix de l'abonnement est compris dans la

cotisation (membres individuels 70.– par an minimum, organisations 250.– minimum).
Imprimé sur papier recyclé et respectueux de l'environnement.

Dernière page

Votre solidarité est indispensable pour que le monde ne se fasse pas déchirer par les inégalités extrêmes. Image : Spinax Civil Voices

Votre don en
bonnes mains.





LES INÉGALITÉS EXTRÊMES

C'EST ÇA !

En savoir plus :



Deux douzaines de milliardaires sont aussi riches que quatre milliards de femmes et d'hommes. C'est injuste et surtout dangereux. Soyons solidaire pour empêcher l'inégalité extrême de déchirer notre monde.

Luttons pour un monde équitable. solidar.ch



SOLIDAR
SUISSE